



PROPOSITION COLLECTIVE

(art. 64 du Règlement de l'Assemblée constituante de la République et canton de Genève du 2 février 2009)

POUR UNE NON-DISCRIMINATION DES PERSONNES EN RAISON DE LEUR ORIENTATION SEXUELLE ET OU IDENTITÉ DE GENRE

CONSIDÉRANT:

Que par l'adoption, le 22 mai 2009, de la Motion M 1823 à une très large majorité (58 voix contre 1), le Grand Conseil de la République et Canton de Genève s'est engagé en faveur de la lutte contre l'homophobie et la promotion d'une meilleure acceptation de la diversité d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

Que par l'adoption à l'unanimité de la Motion M-680 et sa transformation en résolution R-105 le 21 janvier 2008, le Conseil municipal de la Ville de Genève s'est également engagé à lutter contre l'homophobie, au même titre que contre toutes les autres formes d'intolérance dans le cadre de sa politique.

Qu'en application de leurs engagements politiques, le Canton et la Ville de Genève ont soutenu, avec l'unité interdisciplinaire des études genre de l'Université de Genève, l'organisation des premières Assises contre l'homophobie qui se sont tenues à l'Université de Genève les 4 et 5 septembre 2009.

Que lors des dites Assises contre l'homophobie des représentants des autorités cantonales et communales genevoises ont réitéré leurs engagements.

Que les principes en vigueur au plan international en matière de droits humains sont considérés par des Etats de plus en plus nombreux comme devant impérativement s'appliquer à l'égard de tout être humain quel que soit notamment son orientation sexuelle et ou identité de genre (cf. annexes).

PROPOSITION:

La Fédération Genevoise des Associations LGBT * constituée des associations 360, Dialogai, Lestime et Think Out, ainsi que les signataires de la présente, proposent l'introduction, au sein de la nouvelle Constitution genevoise, d'un ou de plusieurs articles concrétisant les principes suivants :

* (lesbiennes, gaies, bisexuelles et transsexuelles)

- ▶ le principe de non-discrimination des personnes en raison notamment de leur orientation sexuelle et ou identité de genre;
- ▶ la garantie de la mise en place d'un dispositif ou de mesures permettant le respect de ce principe de non-discrimination (cour constitutionnelle, ombudsman-woman, médiateur-trice, défenseur-seuse du peuple, etc.);
- ▶ la garantie qu'une éducation aux droits humains (incluant les questions touchant à l'orientation sexuelle et l'identité de genre) fasse partie intégrante de l'enseignement de base transmis au sein des établissements scolaires;

